

INTERROGATION ÉCRITE N°4

NOM :

CONSIGNES :

- 1 - Répondre aux questions sans recopier ni paraphraser les textes et en utilisant vos connaissances du cours ;
- 2 - Accompagner vos affirmations d'explications ;
- 3 - Bien définir les termes utilisés ;
- 4 - Vérifier l'orthographe et l'expression ;

THEME : **Revenu disponible et consommation des ménages**

1 – Revenus et utilisation du revenu des ménages en France (en milliards d'€ 2000)

	1970	1980	1990	2009
Rémunération des salariés	62	249	536	1 014
Revenus mixtes	26	71	154	286
Revenus nets de la propriété	6		64	130
Revenu primaire		340	754	
Impôt sur le revenu	5	21	48	160
Cotisations sociales	28	117		460
Prestations sociales	24	98	238	484
Revenu disponible brut	85	300	665	
Consommation finale	68	246	579	1 085
Épargne brute		54		
FBCF	11	41		117
Capacité ou Besoin de financement			15	

(Source : Insee, Comptes de la Nation 2010)

- Q1** – Définissez « ménage », « revenu mixte », « cotisation sociale », « consommation finale » (2 pts)
Q2 – Complétez le tableau (2 pts)
Q3 – La consommation finale des ménages est-elle leur seule consommation ? (1 pt)
Q4 – Quels sont les deux types d'investissement brut des ménages (1 pt)
Q5 – Dégagez quatre évolutions importantes à partir du tableau et de vos calculs (2 pts)

2 - Smic mensuel net pour un temps plein en € et indice des prix courants (au 1^{er} janvier)

	1951	1961	1971	1981	1991	2001	2007	2009
Smic net mensuel en € courants	18,0	32,78	76,84	332,98	655,44	855,00	1005,37	1056,10
Indice des prix (100 = 1970)	45	68,3	105,5	285	473,4	493,5	550	560,5
Smic net mensuel en € 2007		263,96		642,6			1005,37	

(Insee résultats, 2010)

- Q1** – Que signifie *prix courant* et *prix constant* (1 pt)
Q2 – Calculez le Smic net en euros constants de 2007 (2 pts)
Q3 – Quelle a été la hausse en % du pouvoir d'achat du SMIC net entre 1951-1971, 1971-1991, 1991-2009 ? (1 pt)

3 - Au-delà de la rupture de tendance survenue au milieu des années 1970, entre 1960 et 2008, la hausse des dépenses de consommation des ménages a été quasi continue, et a suivi celle de leur revenu : + 3,2 % par an en moyenne. Par habitant, la progression est de + 2,5 %, ce qui représente une multiplication par trois du volume de consommation en près de cinquante ans. Cette progression globale recouvre de profonds changements dans la structure des dépenses : les parts réservées à l'alimentation et à l'habillement se sont réduites, au profit notamment du logement, des transports, de la santé, des dépenses de communication et de loisirs. Cette transformation traduit des évolutions relatives des prix et des volumes de chacun des biens et services consommés. Outre l'accroissement total du budget disponible par personne, les mutations du marché du travail (taux d'activité), la nette progression du temps libre disponible par personne en emploi, l'évolution des goûts et des modes de vie, les facteurs sociodémographiques (type d'emploi, urbanisation, structure familiale...) et les progrès techniques sont autant de facteurs explicatifs de ces changements. Ce déplacement relatif de la consommation depuis les postes d'alimentation et d'habillement vers d'autres postes recouvre un phénomène plus massif encore : les services qui représentaient 30% des dépenses de consommation en 1960, dépassent 50% depuis le milieu des années 2000. Plus de la moitié de cette hausse tient aux seuls services de logement (paiement de loyers, qu'ils soient réels, ou imputés aux ménages propriétaires occupant leur logement). [...]

Ce déplacement relatif des dépenses des biens vers les services s'explique en premier lieu par un effet-prix : sur longue période, le prix des biens, en particulier celui des biens manufacturés (+ 3,5 % par an), évolue nettement moins rapidement que celui des services (+ 5,9 % pour les services hors loyers). Cela tient au fait que les gains de productivité induits par le progrès technique bénéficient surtout à la fabrication des biens manufacturés, alors même que les augmentations salariales se diffusent dans tous les secteurs d'activité. C'est pourquoi, à structure de consommation inchangée en volume, la simple augmentation relative du prix des services par rapport à celui des biens tend à déformer la structure du budget des ménages.

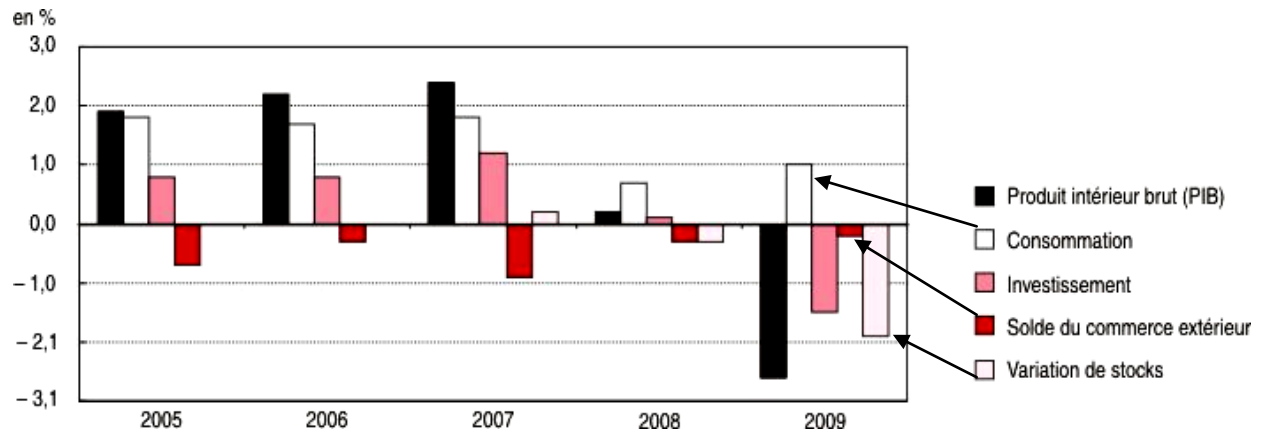
(Source : La consommation des ménages depuis 50 ans - Insee résultats septembre 2009)

Q1 – Quelles sont les deux principales évolutions de la consommation des ménages en 50 ans ? (2 pts)

Q2 – Expliquez la phrase soulignée (1 pt)

Q3 – Quels sont les autres facteurs de l'évolution de la consommation des ménages ? Ne paraphrasez pas le document (3 pts)

4 - Contributions à la croissance française, en points de croissance du PIB



Q1 – Quelle est la contribution en % la consommation des ménages dans la croissance du PIB en 2007 ? (1 pt)

Q2 – A partir de ce document, quelle conclusion tirez-vous sur le rôle de la consommation dans la croissance ? (1 pt)

CORRECTION

- Q1 –**
- Ménage = Ensemble des personnes qui vivent et consomment sous un même toit y compris les entrepreneurs individuels.
 - Revenu mixte = Bénéfice brut des entrepreneurs individuels qui provient de leur travail et de leur apport en capital.
 - Cotisation sociale = Prélèvement obligatoire, assis principalement sur les salaires, qui sert à financer les dépenses d'assurance sociale.
 - Consommation finale = Achats de biens et de services destinés à satisfaire les besoins des ménages à l'exception de l'achat du logement.

Q2 –

	1970	1980	1990	2009
Revenus nets de la propriété	6	20	64	130
Revenu primaire	94	340	754	1 430
Cotisations sociales	28	117	279	460
Revenu disponible brut	85	300	665	1 294
Épargne brute	17	54	86	209
Capacité ou Besoin de financement	6	13	15	92

Q3 – Les ménages consomment gratuitement des services collectifs non marchands individualisables (services éducatifs, soins, transports collectifs subventionnés...). Cette consommation socialisée doit être ajoutée à leur consommation finale marchande pour avoir la consommation effective des ménages.

Q4 – Les ménages procèdent à deux types d'investissement :

- L'achat de logement pour les ménages ordinaires ;
- L'achat de biens d'équipement durable, de bâtiment et de logiciels pour les entrepreneurs individuels.

Q5 – En quarante ans :

- Le revenu disponible des ménages français a été x par 15,2 en moyenne en euros courants. Mais les revenus de la propriété (intérêt, dividendes) ont été multiplié par plus de 22 en euros courants ce qui montre que le poids des propriétaires dans le partage de la valeur ajoutée a fortement augmenté au détriment des salariés qui ont vu leur salaire brut n'être multiplié que par 16 ;
- Les prélèvements obligatoires ont été multiplié par 15,7 pour financer les prestations sociales en forte croissance (x 20,2) ;
- A partir de 1990, la consommation a augmenté moins vite (x 1,87) que le revenu disponible (x 1,94, ce qui s'est traduit par la hausse de la propension à épargner (épargne de précaution) alors qu'auparavant, les ménages avaient tirés sur leur épargne pour accroître leur consommation plus vite que la hausse de leur revenu ;
- Les ménages dégagent donc une capacité de financement ce qui revient à dire qu'ils vont pouvoir thésauriser (conserver sous forme de monnaie) ou placer (acheter des actifs financiers) cette épargne.

Q1 –

- Prix courant = prix à un moment donné ;
- Prix constant = prix d'une année de référence ou prix d'une année de base.

Q2 – Pour 1951 : $18/45 \times 550 = 220\text{€}$

	1951	1961	1971	1981	1991	2001	2007	2009
Smic net mensuel en € 2007	220	263,96	400,6	642,6	761,5	952,9	1005,37	1036,3

Q3 –

- $1951-1971 = 400,6 - 220/220 \times 100 = 82\%$
- $1971-1991 = 761,5 - 400,6/400,6 \times 100 = 90\%$
- $1991-2009 = 1036,3 - 761,5/761,5 \times 100 = 36\%$

Q1 –

- La part de l'alimentation et de l'habillement ont fortement diminué dans le budget des ménages ce qui signifie que ces dépenses ont augmenté moins vite que la consommation totale des ménages ;
- Les ménages consomment désormais plus de services (leur part dépasse les 50%) que de biens.

Q2 – La forte augmentation de la consommation des services s'explique en partie par une hausse des prix des services (les loyers, en particulier) beaucoup plus rapide que celles des biens (effet-prix).

Q3 – La consommation des ménages dépend de facteurs :

- Economiques = la consommation progresse au même rythme que le pouvoir d'achat ;
- Technique = les innovations incitent les ménages à substituer les anciens produits par des nouveaux (téléphone portable qui remplace le fixe par exemple) ;
- Sociologiques = l'urbanisation, le développement du temps libre, la baisse de la fécondité ont favorisé la forte croissance des dépenses de loisirs, par exemple.

Q1 – La consommation a contribué pour 1,8 point au 2,4% de croissance du PIB obtenue en 2007 ce qui revient à dire que la consommation explique 75% ($1,8/2,4 \times 100$) de la croissance obtenue en 2007.

Q2 – La consommation des ménages constitue donc le principal soutien de la croissance économique car elle représente la part principale du PIB et elle est moins soumise aux variations de la conjoncture que l'investissement, les exportations ou les stocks.

INTERROGATION ÉCRITE N°4

NOM :

CONSIGNES :

- 1 - Répondre aux questions sans recopier ni paraphraser les textes et en utilisant vos connaissances du cours ;
- 2 - Accompagner vos affirmations d'explications ;
- 3 - Bien définir les termes utilisés ;
- 4 - Vérifier l'orthographe et l'expression ;

THEME : Sociétés non financières et investissements

1 – Production et consommations intermédiaires des sociétés non financières en France (en milliards d'€)

	2000	2002	2004	2006	2008	2009
Production à prix courants	128	142	158	191	215	228
Consommations intermédiaires	63	73	81	102	122	125
Valeur ajoutée brute						

(Source : Insee 2010)

Q1 – Qu'est-ce qu'une « société non financière » ? (1 pt)

Q2 – Parmi les entreprises suivantes, soulignez celles qui font partie des sociétés non financières :

Peugeot SA, la SNCF, l'artisan boulanger, le Crédit Mutuel, la compagnie d'assurance AXA, la SARL Pibois, la BNP, un hôpital public, EDF, une société d'investissement à capital variable (SICAV) (2 pts)

Q3 – Comment a-t-on calculé la production à prix courant ? (1 pt)

Q4 – Donnez les définitions de *consommations intermédiaires* et de *valeur ajoutée* (2 pts)

Q5 – Calculez la valeur ajoutée pour les quatre années et reportez la dans le tableau (1 pt)

2 – Valeur ajoutée des sociétés non financières françaises (en milliards d'€ courants)

	2000	2002	2004	2006	2008	2009
VA à prix courants						
Indice des prix (base 100 = 2000)	100	104,4	108,1	112,4	118,7	119,3
VA à prix constant 2009						

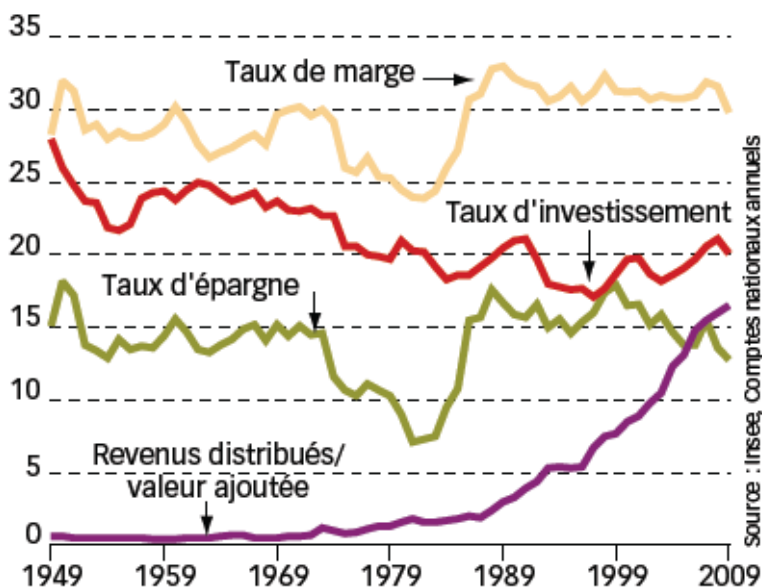
(Source : Insee 2010)

Q1 – Que signifie *euros courants* ? (1 pt)

Q2 – Quelle a été la hausse des prix en % entre 2000 et 2009 ? (1 pt)

Q3 – Calculez la VA en volume en prenant les prix de 2009 comme prix de référence. Indiquez votre premier calcul et inscrivez vos résultats dans le tableau (2 pts)

3 - L'utilisation de la valeur ajoutée des sociétés non financières françaises (en % de la VA)



Q1 – Définissez : *taux de marge*, *épargne brute des sociétés non financières* (1 pt)

Q2 – Quels sont les deux revenus distribués par les sociétés non financières à partir de leur EBE ? (1 pt)

Q3 – En utilisant les données chiffrées, décrivez les évolutions de l'utilisation de l'EBE des sociétés non financières (3 pts)

4 - Les économistes ont beau leur annoncer une croissance de 3% pour cette année, les patrons n'y croient pas tout à fait. La consommation leur paraît trop faible en France, les acheteurs trop imprévisibles. Alors que les déficits publics et sociaux s'accumulent, beaucoup redoutent que les prélèvements ne s'alourdissent, une fois passée l'élection présidentielle, et ne viennent amoindrir un pouvoir d'achat stagnant [...].

Pour beaucoup de sociétés, l'objectif prioritaire reste le désendettement. Tous les groupes affirment qu'ils veulent investir. Mais leurs projets sont soigneusement calqués sur la demande. Les programmes d'investissement de capacité apparaissent dans les secteurs où ils existent des tensions. Ailleurs, la consommation n'est pas suffisante pour justifier de tels développements. L'outil de production tourne de 75 à 80% de sa capacité sans souffrir d'étranglement [...].

Seuls les projets les plus sûrs répondant strictement aux critères de rentabilité sont retenus. Les entreprises exigent en moyenne un retour annuel d'au moins 15% des capitaux investis, comme si une inflation forte persistait. De même, pas question de s'endetter avec des taux d'intérêts réels élevés. Les groupes entendent financer leur investissement par leur autofinancement. Bien que celui-ci soit très élevé, cela vient tout de même brider la croissance des entreprises.

(Source : Martine Orange, *Le Monde*, 29 Janvier 1995)

Q1 – Expliquez la phrase soulignée sans la paraphraser (1 pt)

Q2 – Quels sont les éléments qui déterminent la décision d'investir des entrepreneurs ? Expliquez de façon précise comment ils agissent sur l'investissement (3 pts)

CORRECTION

Q1 – Entreprise qui a au moins deux propriétaires et qui produit des biens et services marchands (autres que les services financiers) en vue de faire un profit.

Q2 – Peugeot SA, la SNCF, l'artisan boulanger, le Crédit Mutuel, la compagnie d'assurance AXA, la SARL Pibois, la BNP, un hôpital public, EDF, une société d'investissement à capital variable (SICAV)

Q3 – Valeur de la production = Quantités produites x prix courant unitaire hors taxe

- Q4** –
- Consommations intermédiaires = biens et services achetés par l'entreprise pour être détruits ou transformés au cours du processus de production.
 - Valeur ajoutée = valeur que l'entreprise ajoute à la valeur des consommations intermédiaires. Elle mesure la richesse créée par l'entreprise.

Q5 –

	2000	2002	2004	2006	2008	2009
Valeur ajoutée brute	65	69	77	89	93	103

Q1 – Euros courants signifie que l'on a utilisé les prix courants, c'est-à-dire les prix de l'année en cours, pour évaluer la production de l'année.

Q2 – $119,3 - 100 = 19,3\%$. Les prix ont augmenté de 19,3% entre 2000 et 2009 en France.

Q3 –

	2000	2002	2004	2006	2008	2009
VA à prix courants	65	69	77	89	93	103
Indice des prix (base 100 = 2000)	100	104,4	108,1	112,4	118,7	119,3
VA à prix constant 2009	77,5	78,8	84,9	94,5	93,5	103

- Q1** –
- Taux de marge = $EBE/VA \times 100$ = part des profits bruts dans la valeur ajoutée.
 - Epargne brute des sociétés = bénéfices non distribués. Ils restent à l'entreprise pour financer les amortissements, les investissements nets et les placements de la société.

- Q2** –
- Les sociétés versent des intérêts à ses créanciers, c'est-à-dire à ceux qui lui ont prêté de l'argent (banques, obligataires) ;
 - Les sociétés versent des dividendes, c'est-à-dire une fraction du bénéfice distribué, aux propriétaires qui ont engagé leurs capitaux dans l'entreprise.

- Q3** –
- Jusqu'au milieu des années 1980, on constate une corrélation parfaite entre la part de l'EBE dans la valeur ajoutée et la part des investissements dans la valeur ajoutée. Entre 1949 et 1985, le taux de marge perd 6 points (de 30% de la VA à 24%) et le taux d'investissement 8 points (de 27% de la VA à 19%). Le bénéfice brut a donc pour première utilisation le financement des investissements bruts.
 - Depuis le milieu des années 1980, on constate une déconnexion entre profits bruts et investissements bruts. La part des profits bruts passe de 24% de la VA à 31% (+ 7 points) alors que la part des investissements bruts oscille autour des 19% de la VA. La hausse des profits bruts ne s'est donc pas traduite par une relance des investissements.
 - En effet, depuis le milieu des années 1980, les sociétés non financières ont consacré une part croissante de leurs profits bruts à verser des intérêts à leur créanciers et, surtout, des dividendes à leurs propriétaires. La part des revenus distribués est passée de 2% en 1985 à 16% en 2009 (+ 14 points). On est entré dans un capitalisme financier qui privilégie les revenus des propriétaires (les fonds d'investissement, les fonds de pension, les banques...) au détriment de l'essor de l'entreprise.

Q1 – Les entrepreneurs ont des anticipations pessimistes sur la croissance future. En effet, le déficit important du budget de l'Etat et celui de la Sécurité sociale devraient se traduire par une hausse des impôts et des cotisations sociales qui vont diminuer le pouvoir d'achat des ménages et la hausse de la consommation. Ils ne vont donc pas relancer leurs investissements.

- Q2** –
- Tout d'abord, l'investissement dépend des anticipations des entrepreneurs sur l'évolution à long terme de la demande. Si les entrepreneurs pensent que la demande va augmenter durablement et que leurs capacités de production ne sont pas suffisantes pour y répondre, ils vont acheter des nouveaux biens d'équipement durables, des bâtiments et des logiciels.
 - Ensuite, l'entrepreneur va estimer la rentabilité de ses projets d'investissement. Pour cela, il va estimer les profits qu'il peut dégager de cet investissement en comparant les recettes espérées et le coût de l'investissement. Si 100€ de capitaux investis rapportent chaque année 15€ de profit (rentabilité de 15%), il lui faudra 6,6 ans pour rentrer dans ses frais.
 - Enfin, l'entrepreneur va prendre en compte le taux d'intérêt réel (hors inflation) à long terme. En effet, ce taux représente à la fois un coût pour l'entrepreneur s'il doit emprunter des capitaux et des revenus s'il décide de placer ses capitaux au lieu de les investir. Si le taux d'intérêt réel est plus élevé que le taux de profit, il préférera placer ses capitaux puisqu'ils rapporteront plus que l'investissement.

INTERROGATION ÉCRITE N°4

NOM :

CONSIGNES :

- 1 - Répondre aux questions sans recopier ni paraphraser les textes et en utilisant vos connaissances du cours ;
- 2 - Accompagner vos affirmations d'explications ;
- 3 - Bien définir les termes utilisés ;
- 4 - Vérifier l'orthographe et l'expression ;

THEME : L'équilibre ressources-emplois et la conjoncture économique

1 – Evolution du PIB à prix courants en France entre 2000 et 2009 (milliards d'€ courants)

	2000	2002	2004	2006	2008	2009
PIB à prix courants	1 441	1 548	1 660	1 806	1 949	1 907
Indice des prix (base 100 = 2000)	100	104,4	108,1	112,4	118,7	119,3
PIB à prix constant 2009						

(Source : Insee 2010)

- Q1** – Donnez une définition du PIB et de sa méthode de calcul (2 pts)
Q2 – Que signifie à *prix courants* ? (1 pt)
Q3 – Quelle a été la hausse des prix en % entre 2000 et 2009 ? (1 pt)
Q4 – Calculez le PIB en volume en prenant les prix de 2009 comme prix de référence. Indiquez votre premier calcul et inscrivez vos résultats dans le tableau (2 pts)

2 – Ressources et emplois de biens et services en France (milliards d'€2000)

	2000	2004	2006	2008	2009
Ressources					
Produit intérieur brut	1 441,4	1 536,3	1 600,2	1 641,7	1 598,6
Importations	398,7	448,9	502,3	533,6	476,6
Total	1 840,1	1 983,2	2 097,1	2 168,2	2 072,0
Emplois					
Dépenses de consommation finale des ménages	783,9	861,1	904,9	932,6	938,5
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	330,1	354,9	363,8	375,4	385,5
Dép. de conso. finale des Instit. ss but lucr. au serv. des ménages	19,4	20,7	21,3	22,5	22,5
Formation brute de capital fixe	280,7	299,2	325,3	346,5	321,9
Variation de stocks	14,3	7,2	7,3	6,1	-24,6
Exportations	411,7	440,0	475,6	485,5	425,4
Demande intérieure hors stocks	1 415,0	1 536,3	1 615,3	1 677,1	1 667,8
Demande intérieure y compris stocks	1 428,4	1 543,0	1 622,2	1 682,8	1 643,0

(Source : Insee 2010)

- Q1** – En comptabilité nationale, qu'est-ce qu'une *ressource* ? Qu'est-ce qu'un *emploi* ? (1 pt)
Q2 – Donnez la définition de *FBCF* et d'*importations* (2 pts)
Q3 – En 2009, établissez l'équation d'équilibre entre ressources et emplois (1 pt)
Q4 – Que signifie une variation des stocks négative en 2009 ? (1 pt)

3 – Evolution du volume du PIB en % en France entre 2000 et 2009

	2000-2002	2002-2004	2004-2006	2006-2008	2008-2009
Variation du PIB					

(Source : Insee 2010)

- Q1** – A partir du tableau 1, calculez le taux de croissance en % du PIB pour chaque période (1 pt)
Q2 – A partir de vos résultats indiquez les périodes d'expansion et de récession en France. Justifiez votre réponse en définissant les termes (2 pts)

4 - Qu'il semble loin le temps où Nicolas Sarkozy voulait doper la croissance et réhabiliter le travail ! Au moment où le président de la République entame la dernière partie de son quinquennat, la croissance est évaluée à 1,6 %, alors qu'elle atteignait 2,4 % en 2007 lors de son élection. On compte 3,99 millions de chômeurs contre 3 millions il y a trois ans. Le déficit public et la dette ont explosé. Le premier atteint désormais 7,7 % du produit intérieur brut, contre 2,7 % en 2007, et la dette 82,9 % du PIB, contre 63,8 %.

Les crises économiques et financières sont passées par là. Elles font encore sentir leurs effets sur le terrain social : chômage de masse, emploi des jeunes et des seniors en berne, accroissement du nombre des travailleurs pauvres, ralentissement du pouvoir d'achat, inégalités croissantes. Mais certains choix du gouvernement ont pesé et expliquent aussi la dégradation des finances publiques.

Dans la récession, la France a d'abord mieux résisté que nombre de ses voisins. En 2009, elle n'a accusé qu'un recul de 2,6 % de son activité quand l'économie allemande, par exemple, se repliait de 4,7 %. Les « filets sociaux » ont joué le rôle d'amortisseur. Le gouvernement a également mis en place des mesures fiscales de soutien et un plan de relance.

En sortie de crise, le rebond apparaît du coup plus faible qu'ailleurs. La consommation des ménages, l'un des piliers de l'économie, tient malgré tout vaillamment : elle est toujours en progression, mais pas à ses niveaux d'avant-crise. L'investissement des entreprises se redresse. Mais lui non plus n'est pas revenu à son étiaje d'avant-crise. L'économie commence à recréer de l'emploi (60 000 dans le secteur marchand au premier semestre, 50 000 attendus au second), mais pas suffisamment pour absorber un nombre de chômeurs qui n'a jamais été aussi fort depuis juin 1999.

L'économie française va en effet devoir encaisser le contrecoup du ralentissement de l'économie au niveau mondial. Elle va aussi devoir « digérer » les effets de la rigueur, non seulement au plan national, mais aussi chez bon nombre de pays européens voisins qui sont autant de partenaires commerciaux. Baisse des dépenses publiques, hausse de certains prélèvements, réduction/suppression de certaines niches fiscales et sociales... Le plan de rigueur que le gouvernement a élaboré doit permettre de réduire le déficit public de 7,7 % du PIB cette année à 6 % fin 2011, puis 4,6 % en 2012 et 3 % en 2013.

(Source : Philippe Le Coeur, *Le Monde* du 16 novembre 2010)

Q1 – Expliquez la phrase soulignée ? (1 pt)

Q2 – Expliquez quelles sont les conséquences de la récession de 2009 sur la croissance de 2010 (3 pts)

Q3 – Expliquez pourquoi les prévisions sont pessimistes pour 2011 ? (2 pts)

CORRECTION

Q1 –

- PIB = valeur de la production de tous les agents résidents sur le territoire national.
- $PIB = \sum \text{des VA} + \text{Impôts sur les produits} - \text{Subventions}$

Q2 – Prix courant = prix à un moment donné ;

Q3 – $119,3 - 100 = 19,3\%$. Les prix ont augmenté de 19,3% entre 2000 et 2009 en France.

Q4 – $PIB \text{ de } 2000 = 1\,441/100 \times 119,3 = 1\,719,3$

	2000	2002	2004	2006	2008	2009
PIB à prix constant 2009	1 719,3	1 768,9	1 831,9	1 916,9	1 958,8	1907

Q1 –

- Ressources = Ensemble des biens et services à la disposition des agents résidents (PIB + Importations)
- Emplois = Ensemble des utilisations des ressources par les agents résidents (CF + FBCF + Exportations +/- Stocks)

Q2 –

- FBCF = Achats de biens d'équipement durables, de bâtiments et de logiciels ce qui correspond à l'investissement brut.
- Importations = Ensemble des achats de biens et de services des résidents à des non-résidents.

Q3 –

- $PIB + Import = CF + FBCF + Export +/- Stocks$
- $1598,6 + 476,6 = 1\,346,5 + 321,9 + 425,4 - 24,6$

Q4 – Les ressources étant inférieures aux emplois, il a fallu puiser dans les stocks (déstocker) pour satisfaire la demande intérieure et extérieure.

Q1 –

	2000-2002	2002-2004	2004-2006	2006-2008	2008-2009
Variation du PIB	2,9%	3,6%	4,6%	2,2%	- 2,6%

Q2 –

- Expansion = accélération du taux de croissance entre 2000 et 2006 : 2,9%, 3,6% et 4,6% ;
- Ralentissement = baisse du taux de croissance entre 2006 et 2008 : 4,6% à 2,2%
- Récession = baisse de la production sur au moins deux trimestres : - 2,6% entre 2008 et 2009.

Q1 – Les filets sociaux représentent l'ensemble des prestations sociales que distribuent l'Etat et la Sécurité sociale à ceux qui se trouvent confrontés à un risque social. Les chômeurs vont toucher des allocations chômage s'ils ont suffisamment cotisé ou un revenu minimum. Les pauvres vont toucher différentes allocations dont le RSA... Ces revenus de transfert compensent en partie la perte de revenus occasionnée par la crise ce qui permet à la consommation de ne pas s'effondrer et à la production de diminuer moins fortement. Le fort niveau de protection social français a atténué les effets de la crise.

Q2 – La baisse de la production en 2009 a eu des effets contradictoires sur la croissance de 2010 :

- Tout d'abord, elle s'est traduite par une montée du chômage, les entreprises stoppant leurs embauches et les contrats à durée déterminée, et de la pauvreté qui ont ralenti la croissance du pouvoir d'achat et de la consommation. La hausse de la production en 2010 ne pouvait donc pas reposer sur une reprise de la consommation.
- Ensuite, la crise a aggravé le déficit du budget de l'Etat. D'une part, les recettes fiscales ont diminué (moins d'impôt sur les bénéfices, ralentissement des rentrées de TVA...). D'autre part, les dépenses publiques ont explosé parce que l'Etat a dû soutenir les secteurs en difficulté (prime à la casse dans l'automobile, prêt aux banques...) et les populations les plus exposées à la crise (chômeurs, pauvres...). Cette hausse des dépenses publiques a joué un rôle positif dans la croissance de 2010.
- Enfin, les entreprises, après avoir fortement déstocké en 2009, ont dû reconstituer leurs stocks en 2010 ce qui a été favorable à la hausse de la production mais la faiblesse de leurs investissements reste un frein à la croissance.

Q3 – En 2011, la croissance du PIB ne devrait pas être supérieure à celle de 2010 pour deux raisons :

- La politique de rigueur, visant à réduire le déficit et la dette de l'Etat, va se traduire par une baisse des dépenses publiques et une hausse des prélèvements obligatoires qui va freiner la consommation des ménages et la demande globale.
- La croissance du commerce mondial risque de se ralentir ce qui ne va pas inciter les entrepreneurs français à augmenter leurs investissements. Une faible croissance semble s'être durablement installée.

